

Ni Conseil Unique d'Alsace, ni fusions ! NE TOUCHEZ PAS À NOS COMMUNES ET NOS DÉPARTEMENTS RETRAIT DE LA RÉFORME TERRITORIALE RESPECT DE LA DÉMOCRATIE ET DU RÉFÉRENDUM DU 7 AVRIL 2013 REJET DU PACTE DE RESPONSABILITÉ

COMMUNIQUÉ DES COMITÉS POI DU BAS-RHIN ET DU HAUT-RHIN

Le 7 avril 2013, les citoyens du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont rejeté le projet du président du Conseil Régional d'Alsace Philippe RICHERT de Conseil Unique d'Alsace. Le résultat a été clair, net et sans appel.

Par l'abstention et le vote NON, les citoyens de nos deux départements ont exprimé le refus de faire de l'Alsace le laboratoire de l'éclatement de la République Une et Indivisible issue de la Révolution Française, de l'éclatement des droits ouvriers et de l'égalité des droits.

Avec le projet de réforme territoriale et de fusions des régions, le gouvernement Valls prétend généraliser à l'ensemble de la France ce qui a été rejeté lors du référendum :

- Mise en place d'euro-régions directement reliées à l'Union Européenne,
- Transfert d'une partie de la compétence législative aux euro-régions - notamment du Code du Travail, Le ministre du travail François Rebsamen s'est ainsi déclaré favorable à une expérimentation régionale de la suppression des seuils sociaux concernant les délégués du personnels, délégués syndicaux, comités d'entreprise...
- Disparition des communes et des départements avec la mise en place d'intercommunalités forcées de 20 000 habitants sur tout le territoire. C'est la fin de la démocratie communale dans nos départements.

Les responsables de la droite alsacienne prétendent ressusciter le projet de Conseil Unique d'Alsace et fouler aux pieds la démocratie et le résultat du référendum du 7 avril 2013.

De leur côté, les responsables du Parti Socialiste en Alsace se prononcent pour la fusion Alsace-Lorraine - et à défaut ils décident de s'aligner sur la position réactionnaire et anti-démocratique des présidents UMP de la Région Alsace et des Conseils Généraux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Et cela au moment où les collectivités locales sont brutalement frappées par les baisses des dotations de l'État

- 11 milliards d'euros de baisse de dotations - dans le cadre du pacte de responsabilité.

Les conséquences du pacte de responsabilité pour les collectivités locales, c'est maintenant...

Le président de la Communauté Urbaine de Strasbourg Robert HERMANN (PS) et son vice-président Yves BUR (UMP) ont ainsi décidé de supprimer de nombreux emplois dans les services d'éducation (notamment dans les secteurs en charge de la restauration et de l'entretien) et de privatiser les services de nettoyage des écoles.

Tout cela est inacceptable !

Pour leur part, les comités du Parti Ouvrier Indépendant du Bas-Rhin et du Haut-Rhin se prononcent :

- **Pour le retrait de la réforme territoriale et contre toute fusion,**
- **Pour le respect de la démocratie et du résultat du vote du référendum de 2013 : contre le Conseil Unique d'Alsace,**
- **Pour le maintien de nos deux départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin,**
- **Pour le maintien de nos communes, contre l'intercommunalité forcée et ses intercommunalités de 20 000 habitants,**
- **Pour le retrait du pacte de responsabilité et le maintien des 11 milliards aux collectivités.**

Ils appellent les conseillers généraux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin et les conseillers régionaux à se prononcer clairement contre tous les projets de réforme territoriale lors du vote des Assemblées Départementales et du Conseil Régional le 22 septembre et pour le retrait du projet de loi de réforme territoriale.

Ils appellent les militants de toutes tendances du mouvement ouvrier et démocratique à unir leurs forces sur ces exigences claires.

POLITIQUE réforme territoriale

Les « nonistes » de 2013 scandalisés par les votes de lundi

L'adoption, à une écrasante majorité, par les conseils régional et généraux de la délibération en faveur du conseil d'Alsace choque ceux qui avaient appelé à voter « non » au référendum de l'année dernière.

C'est le cas du Mouvement républicain et citoyen (MRC) – qui n'a aucun élu dans les trois assemblées. Il vient d'écrire au préfet de région, Stéphane Bouillon.

Il demande au représentant de l'État de « déférer devant la juridiction administrative compétente ces délibérations » du conseil régional et des deux conseils généraux. Le MRC

estime en effet qu'elles sont entachées « d'illégalité » parce que « le référendum de l'an dernier avait rejeté avec fermeté ce projet ».

C'est le cas aussi du parti ouvrier indépendant (POI), lui aussi absent de ces conseils. Dès dimanche soir, ses deux comités départementaux critiquaient « les responsables de la droite alsacienne qui prétendent ressusciter le projet de conseil unique d'Alsace ».

Même attitude du Cercle républicain 68 : « Ce 22 septembre, 101 conseillers régionaux ont fait comme s'il n'y avait pas eu de claque populaire lors du référendum du 7 avril ! » écrit Mathieu Lavarenne, président du cercle.